

Séance ordinaire du mercredi 19 décembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Hélène SANTARELLI, Patrick VIGNAL, Françoise BONNET, Christophe COUR.

Politique de la ville - Avenants n°1 aux conventions initiales d'utilisation de l'abattement de la Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Approbation

Monsieur le premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

Le contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole 2015-2020, dont l'avenant opérationnel a été signé en juillet 2016, constitue le cadre unique de mise en œuvre de la Politique de la Ville et s'appuie sur les 12 enjeux identifiés par les partenaires signataires, regroupés autour de 5 objectifs opérationnels :

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveurs des quartiers ;
- La mixité sociale dans le logement et la poursuite du renouvellement urbain ;
- Renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents ;
- Renforcer l'accessibilité aux services et équipements ;
- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

La qualité de vie urbaine est donc un objectif affiché dans le contrat de ville et correspond à une attente forte des habitants des quartiers.

A cette fin, et pour participer à cet objectif, la Ville de Montpellier et la Métropole approuvaient, par délibération en date du 16 décembre 2015, les projets de convention d'utilisation de l'abattement de TFPB

des 4 bailleurs ayant du patrimoine au sein des 12 QPV de la Ville de Montpellier : ACM Habitat, Hérault Habitat, ERILIA, SFHE.

Ces conventions ont été signées le 3 février 2016 entre l'Etat, la Métropole, la Ville de Montpellier et chacun des 4 bailleurs.

Auparavant, et ce depuis 2001, l'abattement de TFPB à hauteur de 30% bénéficiait aux bailleurs sans contrepartie particulière. La loi de finances pour 2015 est venue acter le rattachement de cet abattement au contrat de ville (obligation pour les bailleurs de signer le contrat de ville pour bénéficier de l'abattement) avec une volonté de mieux contrôler l'utilisation qui en est faite par les bailleurs sociaux.

Les 4 conventions initiales ont fixé, pour une période triennale (2016-2017-2018), un programme d'actions articulé aux démarches de gestion urbaine de proximité, autour de 8 axes d'intervention :

- Le renforcement de la présence de personnel de proximité ;
- La formation / soutien des personnels de proximité;
- Le sur entretien;
- La gestion des déchets et encombrants / épaves;
- La tranquillité résidentielle ;
- La concertation / sensibilisation des locataires ;
- L'animation, lien social, vivre ensemble ;
- Les petits travaux d'amélioration de la qualité de service.

Les 4 bailleurs ont produit un bilan annuel de l'utilisation de cet abattement au titre des années 2016 et 2017. Ces bilans ont fait l'objet d'une présentation en comité de pilotage des financeurs du contrat de ville, instance de pilotage de la démarche. Le bilan annuel 2018 sera transmis au cours du 1er semestre 2019.

Les programmes d'actions 2016, 2017 et 2018 ayant été menés à terme, et afin de prendre en compte les programmes d'actions pour les années 2019 et 2020 qui constituent la contrepartie de l'abattement de TFPB, un avenant à la convention initiale est proposé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les avenants n°1 aux conventions initiales signées le 3 février 2016 ;
- d'autoriser Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire de Montpellier, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 34 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Luc ALBERNHE, M. Rémi ASSIE, Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- avenant 1 erilia
- avenant 1 HH
- avenant 1 SFHE
- avenant 1 ACM

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20181219-68239-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/12/18
Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.